



Komitee für den Europäischen Bundesstaat
Committee for a European Federal State
Comité pour l'Etat Fédéral Européen
Comitato per lo Stato federale Europeo
Comité voor de Europese Federale Staat

www.euraction.org - euralert@euraction.org

Federal Core Viewpoint n. 1, October 2007

Une vérité européenne qui dérange : Il n'y aura pas d'unité politique tant que la France et l'Allemagne ne la désireront pas vraiment

Sans la contribution de la France et de l'Allemagne, les Européens n'auraient pas réussi à mener à bien, en cinquante ans d'intégration européenne, une coopération indéniablement réussie en matière de sécurité, de politique monétaire, de développement économique. Pour cette raison les Européens, sans la France et l'Allemagne, seront dans l'incapacité de faire face à la nécessité de fonder un nouvel Etat fédéral européen à l'échelle du continent susceptible, d'une part, de peser dans les nouveaux équilibres mondiaux, d'autre part, de répondre aux conséquences de la mondialisation, des changements climatiques et des déséquilibres croissants entre les différentes régions du monde.

Le choix entre décider, possible bien que difficile, de fonder une fédération européenne ou se borner à subir les événements qui, tels les élargissements vers les pays du centre et de l'est de l'Europe, conduisent à la dilution de l'Union Européenne dans une zone de libre échange s'est posé aux chefs d'Etats et de gouvernements, et notamment ceux de la France et de l'Allemagne, après la chute du mur de Berlin et la création de la monnaie européenne. Choisir la fédération européenne aurait été la traduction, et le demeure encore, d'une initiative courageuse et clairvoyante tendant à créer un noyau initial à partir d'un nombre restreint d'Etats. La France et l'Allemagne n'ont pas souhaité faire ce choix, et aujourd'hui encore n'entendent pas poursuivre cet objectif, en dépit de l'évidente faiblesse de l'Union, impuissante et divisée et dans laquelle nombre de pays, parmi lesquels figurent des membres fondateurs, doivent faire face à des crises politiques nationales à l'issue incertaine.

Force est de reconnaître qu'en France et en Allemagne la plupart des dirigeants, des membres de la classe politique, du monde de la culture et de la société civile, lorsqu'ils ont à prendre des décisions, ne raisonnent pas en termes d'un pouvoir européen mais de leurs seuls pouvoirs nationaux respectifs. Ils s'en tiennent à des hommages peu sincères envers l'idée de l'unité européenne et sa nécessité alors qu'il ne se passe pas un jour sans que ne soient démontrés les mérites et avantages d'une plus grande coopération européenne dans de multiples domaines. Mais, malheureusement, aucun jour se passe également sans l'annonce de l'impasse de tel ou tel projet trans-européen, de l'agenda de Lisbonne à Airbus en passant par le programme Galileo. En fait les choix politiques continuent à être déterminés par le maintien et le renforcement des souverainetés nationales dans les secteurs clés de la défense, de la politique extérieure, de l'économie, le tout créant de dangereuses attentes nationalistes dans la société.

En vérité aucun pays européen ne peut aspirer avec réalisme à retrouver un statut de puissance régionale ou mondiale ni revenir au modèle de civilisation et de développement que nous avons définitivement perdu face aux Etats-continentaux tels que les Etats-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde. Maintenir le même cap équivaut à se préparer à de nouveaux désastres.

Sans état fédéral européen, le destin de l'Europe, et par là-même celui de la France et de l'Allemagne, est scellé : les Européens connaîtront un long, mais inexorable, déclin politique, moral, matériel. A la moindre crise sérieuse, les petits Etats européens, individuels et inadéquats seront balayés.

Les gouvernements, les parlements, les élus de France et d'Allemagne doivent savoir que la création de l'Europe leur incombe et qu'il en est de leur responsabilité historique et politique. Telle est cette vérité qui dérange et qu'un nombre croissant d'Européens commence à ressentir. C'est également le message délivré par ceux qui veulent une Europe politique et qui continueront à faire pression sur ceux dont le premier devoir politique consiste à mener à bien cette tâche.

Under the auspices of the Kerneuropaverein – Association for a Federal Core e.V.
President, Franco Spoltore, c/o MFE Pavia, via Volta 5, I-27100 Pavia
Secretary, Yves Lagier, UEF Franche Comté, 2, Place Payot, F- 25000 Besançon
Treasurer, David Schneider-Addae-Mensah, Heidenschanzweg 3, D-77694 Kehl